



Contre le poison de l'extrême droite,

LE SEUL REMPART SERA NOS LUTTES !

Dimanche prochain nous sommes à nouveau appelés aux urnes. Profitons-en pour faire entendre notre voix et dire ce que nous pensons en votant pour des travailleuses et travailleurs comme nous, qui savent comme nous que c'est par nos luttes que nous pourrons mettre fin aux politiques anti-ouvrières que nous subissons depuis des années : recul de l'âge de la retraite, bas salaires, chômage, licenciements...

Ce sont ces politiques qui ont favorisé le développement de l'extrême droite. C'est Macron qui lui a pavé la voie, en particulier avec sa loi sur l'immigration directement inspirée par le RN, et qui, avec cette élection, déroule le tapis rouge devant Bardella qui se voit déjà Premier ministre de « cohabitation ».

À bas Le Pen, la cheffe d'un parti raciste

Le RN prétend incarner la haine de Macron, mais en épargnant soigneusement le patronat, que Bardella s'est empressé d'aller rassurer au siège du Medef, promettant exonérations de charges sociales et baisse des impôts de production. Le programme anti-ouvrier du RN, son racisme décomplexé, son sexisme et son homophobie présentent un grave danger, non seulement pour les concernés, mais aussi par les divisions qu'il fait peser sur les classes populaires. Tout bénéfique pour le patronat qui pourra redoubler d'attaques. Le RN est un danger mortel pour nous, travailleuses et travailleurs, et pour l'ensemble de la société. Le RN, ça ne s'essaye pas, ça se combat. Mais comment ?

Ce n'est pas à Matignon ni au palais Bourbon que nous aurons satisfaction

Tous les leaders de la gauche rabibochés en catastrophe, dont d'anciens ministres, voudraient qu'on compte aujourd'hui sur leur unité dans les urnes pour se débarrasser de Le Pen et de Macron et de leur politique au service du grand capital. Comment croire qu'un bulletin de vote y suffira ? D'autant que le Nouveau Front populaire propose 267 investitures du PS et d'EELV, des partis qui ont soutenu et participé au gouvernement de François

Hollande : « loi travail », répression violente des manifestants sous Manuel Valls, chasse aux migrants déjà... Hollande lui-même se présente, soutenu par le Front populaire. Et comment croire qu'avec un Aurélien Rousseau, ancien ministre de la Santé de Macron, qui est sur leur liste, on va sauver l'hôpital ?

Ce Nouveau Front populaire fait certes quelques promesses aux salariés. Mais comment arracher quoi que ce soit au patronat sans entrer nous-mêmes dans la bataille, pendant la campagne mais aussi après les élections, quels que soient les résultats ? La démagogie anti-système du FN-RN s'est nourrie depuis 40 ans des désillusions semées par Mitterrand, Jospin, Hollande... qui ont fait croire au changement mais ont renié leurs promesses aussitôt parvenus à la tête d'un État taillé sur mesure pour défendre les intérêts du patronat.

Ce sont 40 ans de prétendus barrages, 40 ans de politiques antisociales et racistes de gauche comme de droite, qui expliquent aujourd'hui en grande partie ces 40 % pour l'extrême droite.

Place à nos luttes et notre organisation

Pour enrayer cette mécanique infernale où les barrages se transforment en boulevards, nous ne devons compter que sur nous-mêmes et reprendre confiance en nos propres forces pour nous affronter à ce système économique qui nourrit aujourd'hui les idées les plus réactionnaires.

Oui, face à la menace de l'extrême droite, un sursaut est nécessaire et il faut faire front, mais par nos luttes et notre force collective. Dans les entreprises et les quartiers, aidés par les équipes militantes syndicales et associatives qui s'y décideront, nous avons la force de nous organiser. Nous faisons tourner toute la société, nous pouvons aussi tout arrêter : la force des salariés, c'est la grève ! Travailleurs et travailleuses, sauvons-nous nous-mêmes ! C'est ce que défendent les candidats du NPA-Révolutionnaires.

Ce dimanche 30 juin votez pour les candidats du NPA-Révolutionnaires partout où ils se présentent, et pour les candidats de Lutte ouvrière dans les autres circonscriptions.

Mobilisation réussie à Paris 15

À Paris 15, les propositions minables de La Poste pour les plis électoraux ont jeté de l'huile sur le feu. S'ajoutant à cela les conséquences de la réorg (surcharge de travail, manque de place, vétusté des locaux...), le collectif s'est réveillé. Les collègues ont débrayé lundi matin : 50 grévistes, dont 40 sur le piquet. Une mobilisation qui se maintient toute la semaine. C'est une réussite !

Malgré les califs, la boîte a le plus grand mal à écouler la charge de travail. Il suffirait qu'ils lâchent une prime et qu'ils embauchent. C'est par la mobilisation qu'on se fait respecter.

On n'est pas des pigeons !

Sentant monter la colère après l'annonce de la dissolution par Macron, la direction nationale du courrier avait voulu se montrer généreuse pour répondre à la distribution des nouveaux plis. Résultats : des miettes. Le paiement des heures supplémentaire à 200 %, 25 euros pour revenir sur les repos, 40 euros en plus le samedi. Encore une fois les patrons se moquent de nous et nous prennent pour des pigeons !

D'autant que le paiement de ces heures supplémentaires, on doute d'en voir la couleur. Le logiciel des services RH ne permet pas d'appliquer les 200 %. Et quand ce ne sont pas des problèmes « techniques » qui bloquent, ce sont les directions locales qui reviennent sur leur promesse. Une honte !

Deuxième tour, deuxième débrayage ?

Si la boîte ne lâche pas, que va-t-il arriver pour le deuxième tour ? D'autant que, cette fois, les plis n'arriveront pas si tôt, ils sont annoncés pour jeudi, ce qui ne laisserait que deux ou trois jours pour les distribuer.

Un nouveau débrayage serait la meilleure des réponses. Et si on refaisait une belle mobilisation Paris 15 et Paris 6/7 ensemble cette fois ?

Ailleurs aussi

Nous ne sommes pas les seuls à refuser cette charge de travail non rémunérée. À Rennes ou en Guadeloupe, les collègues ont fait grève au début de la semaine, ont tenus des piquets et des assemblées générales pour s'y opposer. C'est bien cet effet boule de neige qui fait peur à nos patrons !

Le RN, ennemi des services publics

Selon le journal *Les Echos*, le RN prévoit parmi ses mesures d'économie sur le dos de la population de supprimer la subvention de 300 millions d'euros à la Banque Postale pour sa mission d'accessibilité bancaire.

La Banque Postale n'a pas besoin de ça pour faire du profit sur notre dos et celui des usagers, mais elle a au

moins l'obligation d'assurer un service minimum accessible aux plus pauvres. Car avec les banques, c'est toujours quand on a le moins d'argent qu'il faut raquer le plus.

Le RN montre là son vrai visage d'ennemi des classes populaires. Avec lui, plus possible d'échapper au racket bancaire et tant pis pour ceux qui ne sont plus assez taillables et seront laissés sans même la possibilité d'un livret.

Rassemblement national, ennemi des travailleurs toujours et encore

Au fur et à mesure que les élections législatives se rapprochent, le Rassemblement national, soucieux d'apparaître comme un parti responsable aux yeux du patronat, fait disparaître les promesses « sociales » – supposées séduire un public populaire – de son programme.

Sont déjà reportés à plus tard (ou à jamais ?) : le retour de la retraite à 60 ans, la nationalisation des autoroutes, l'exonération des moins de 30 ans d'impôt sur le revenu et la baisse de la TVA sur les produits alimentaires.

Quand le Nouveau Front populaire tente de convaincre... les patrons

À la demande d'organisations patronales, dont le Medef, le député socialiste Boris Vallaud et l'insoumis Éric Coquerel sont allés présenter le programme du Nouveau Front populaire devant un parterre de chefs d'entreprise. Ils se sont voulu rassurants, en assurant que 92 % des entreprises ne seront pas impactées par leurs mesures.

Le NFP irait plutôt chercher du côté des particuliers les plus aisés, qui ne payent presque pas d'impôt sur le revenu grâce aux diverses niches fiscales. Et encore, il s'agirait de les taxer de 1 à 3 % supplémentaires : pas la mer à boire.

Avec une « gauche » aussi respectueuse des intérêts du patronat et des milliardaires, la vie des classes populaires ne risque pas de s'améliorer.

Vengeance coloniale

Onze militants kanak ont été arrêtés puis déférés le 22 juin au tribunal de Nouméa. Les juges leur ont notifié une détention provisoire en France, à plus de 16 000 kilomètres de chez eux. Nous voilà revenus à l'époque où Napoléon faisait capturer Toussaint Louverture, leader de l'indépendance haïtienne, pour le laisser mourir au fort de Joux, la forteresse la plus froide de France, dans le Jura ! Le gouvernement de Macron a délibérément provoqué la colère de la population kanak par sa loi de dégel du corps électoral, dans le but de rendre les Kanak encore plus minoritaires lors des votes. Face au mouvement, il a dû reculer, mais il se venge par la répression impitoyable et l'exil.